

WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS

COUR CONSTITUTIONNELLE

F. 2008 — 4034

[2008/204037]

Extrait de l'arrêt n° 140/2008 du 30 octobre 2008

Numéro du rôle : 4265

En cause : le recours en annulation de l'article 39, alinéa 1^{er}, de la loi du 10 juin 1997 relative au régime général, à la détention, à la circulation et aux contrôles des produits soumis à accise, introduit par Francesco Scuto.

La Cour constitutionnelle,

composée du juge P. Martens, faisant fonction de président, du président M. Bossuyt, et des juges R. Henneuse, E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke et J. Spreutels, assistée du greffier P.-Y. Dutilleux, présidée par le juge P. Martens,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet du recours et procédure*

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 12 juillet 2007 et parvenue au greffe le 13 juillet 2007, Francesco Scuto, demeurant à 4460 Grâce-Hollogne, rue G. Matteoti 10/2, a, à la suite de l'arrêt de la Cour n° 165/2006 du 8 novembre 2006 (publié au *Moniteur belge* du 26 janvier 2007), introduit un recours en annulation de l'article 39, alinéa 1^{er}, de la loi du 10 juin 1997 relative au régime général, à la détention, à la circulation et aux contrôles des produits soumis à accise.

(...)

II. *En droit*

(...)

B.1. L'article 39, alinéa 1^{er}, de la loi du 10 juin 1997 « relative au régime général, à la détention, à la circulation et aux contrôles des produits soumis à accise », tel qu'il a été modifié par l'article 2, n° 22, de l'arrêté royal du 20 juillet 2000 « portant exécution de la loi du 26 juin 2000 relative à l'introduction de l'euro dans la législation concernant les matières visées à l'article 78 de la Constitution et qui relève du Ministère des Finances » et par l'article 42, 5°, de l'arrêté royal du 13 juillet 2001 « portant exécution de la loi du 26 juin 2000 relative à l'introduction de l'euro dans la législation concernant les matières visées à l'article 78 de la Constitution et qui relève du Ministère des Finances », dispose :

« Toute infraction aux dispositions de la présente loi ayant pour conséquence de rendre l'accise exigible, est punie d'une amende égale au décuple de l'accise en jeu avec un minimum de 250 EUR ».

B.2. Par son arrêt n° 165/2006 du 8 novembre 2006, la Cour a dit pour droit que cette disposition viole les articles 10 et 11 de la Constitution, lus en combinaison avec l'article 6.1 de la Convention européenne des droits de l'homme, en ce qu'elle ne permet pas au juge pénal de modérer l'amende prévue par cette disposition, lorsqu'existent des circonstances atténuantes.

Cet arrêt a été publié au *Moniteur belge* du 26 janvier 2007.

La Cour a pris la même décision par son arrêt n° 199/2006 du 13 décembre 2006.

B.3. L'article 4, alinéa 2, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 - tel qu'il a été inséré par l'article 3, b), de la loi spéciale du 9 mars 2003 « modifiant la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage » - prévoit qu'un nouveau délai de six mois est ouvert pour l'introduction d'un recours en annulation d'une loi au bénéfice de toute personne physique justifiant d'un intérêt lorsque la Cour, statuant sur une question préjudicielle, a déclaré que cette loi viole une des règles dont elle assure le respect.

B.4. Il ressort des pièces du dossier de la procédure qu'à plusieurs reprises, le requérant a été condamné par une juridiction pénale à payer, en application de la disposition attaquée, des amendes équivalant au décuple des droits d'accises éludés.

La situation du requérant est dès lors directement et défavorablement affectée par la disposition attaquée, de sorte qu'il justifie d'un intérêt à en demander l'annulation sur la base de l'article 4, alinéa 2, de la loi spéciale du 6 janvier 1989.

B.5. Par son arrêt n° 165/2006, la Cour a considéré ce qui suit :

« B.3. L'article 39 de la loi du 10 juin 1997 s'inscrit dans le cadre du droit pénal douanier, qui relève du droit pénal spécial et par lequel le législateur, sur la base d'un système spécifique de recherche et de poursuites pénales, entend combattre l'ampleur et la fréquence des fraudes dans une matière particulièrement technique relative à des activités souvent transfrontalières et régie en grande partie par une abondante réglementation européenne. La répression des infractions en matière de douanes et accises est souvent rendue difficile par le nombre de personnes qui interviennent dans le commerce et par la mobilité des marchandises sur lesquelles les droits sont dus.

Dans ce cadre, le législateur a assorti d'amendes très lourdes les infractions en matière de douanes et accises pour empêcher que des fraudes soient commises en vue d'obtenir les gains énormes qu'elles peuvent engendrer. En vue de justifier la lourdeur de l'amende, il a toujours été soutenu que celle-ci non seulement constituerait une peine individuelle assortie d'un caractère fortement dissuasif pour l'auteur, mais viserait également à rétablir l'ordre économique perturbé et à assurer la perception des impôts dus. Le fait de permettre au juge répressif de tenir compte de circonstances atténuantes serait incompatible avec l'objectif consistant à réprimer la fraude fiscale.

[...]

B.5.1. Sous la réserve qu'il ne peut prendre une mesure manifestement déraisonnable, le législateur démocratiquement élu peut vouloir déterminer lui-même la politique répressive et exclure ainsi le pouvoir d'appréciation du juge.

Le législateur a toutefois opté à diverses reprises pour l'individualisation des peines, en abandonnant au juge un choix, limité par un maximum et un minimum, quant à la sévérité de la peine, en lui permettant de tenir compte de circonstances atténuantes qui l'autorisent à infliger une peine inférieure au minimum légal et en l'autorisant à accorder des mesures de sursis et de suspension du prononcé.

B.5.2. L'impossibilité pour le juge d'adoucir la peine en deçà des limites fixées par la disposition en cause provient de ce qu'en l'absence d'une disposition expresse dans la loi pénale particulière, les dispositions du Code pénal relatives aux circonstances atténuantes ne peuvent être appliquées (article 100 du Code pénal).

B.5.3. Il appartient au législateur d'apprécier s'il est souhaitable de contraindre le juge à la sévérité quand une infraction nuit particulièrement à l'intérêt général, spécialement dans une matière qui, comme en l'espèce, donne lieu à une fraude importante. Cette sévérité peut concerner non seulement le niveau de la peine pécuniaire, mais aussi la faculté offerte au juge d'adoucir la peine en deçà des limites fixées s'il existe des circonstances atténuantes.

La Cour ne pourrait censurer pareil choix que si celui-ci était manifestement déraisonnable ou si la disposition litigieuse avait pour effet de priver une catégorie de prévenus du droit à un procès équitable devant une juridiction impartiale et indépendante, garanti par l'article 6.1 de la Convention européenne des droits de l'homme.

B.6. La manière dont l'amende est déterminée par l'article 39, alinéa 1^{er}, de la loi du 10 juin 1997 répond aux objectifs poursuivis par le législateur tels qu'ils ont été exposés en B.3.

B.7.1. Aux termes de l'article 263 de la [loi générale sur les douanes et accises, telle qu'elle résulte de la coordination effectuée par l'arrêté royal du 18 juillet 1977 'portant coordination des dispositions générales relatives aux douanes et accises' (L.G.D.A.)], il pourra être transigé, par l'administration, notamment en ce qui concerne l'amende, toutes et autant de fois que l'affaire sera accompagnée de circonstances atténuantes, et qu'on pourra raisonnablement supposer que l'infraction doit être attribuée plutôt à une négligence ou erreur qu'à l'intention de fraude préméditée '.

B.7.2. L'absence, dans l'article 39 de la loi du 10 juin 1997, d'une compétence du juge répressif qui soit équivalente à celle que l'article 263 de la L.G.D.A. accorde à l'administration n'est cependant pas compatible avec l'article 6.1 de la Convention européenne des droits de l'homme et avec le principe général de droit pénal qui exige que rien de ce qui appartient au pouvoir d'appréciation de l'administration n'échappe au contrôle du juge.

B.7.3. Il est vrai que, dans toutes les matières où elle est permise, la transaction met fin à l'action publique sans contrôle du juge. Mais le prévenu peut généralement, si la transaction ne lui est pas proposée ou s'il la refuse, faire valoir devant un juge l'existence de circonstances atténuantes.

En l'espèce, le prévenu est libre d'accepter la transaction qui lui serait proposée par l'administration mais s'il la refuse, ou si elle ne lui est pas proposée, il ne pourra jamais faire apprécier par un juge s'il existe des circonstances atténuantes justifiant que l'amende soit réduite en deçà du montant fixé par la loi.

B.7.4. Il est vrai également que le juge peut ordonner la suspension du prononcé de la condamnation ou le sursis à l'exécution des peines, en application de la loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation. Mais les pouvoirs confiés au juge par cette loi ne sont pas les mêmes que ceux qu'il tient de l'article 85 du Code pénal et que la L.G.D.A. confie à l'administration ».

B.6. Il convient dès lors d'annuler la disposition attaquée dans la mesure où elle a été déclarée inconstitutionnelle par l'arrêt n° 165/2006.

B.7. Par son arrêt n° 81/2007 du 7 juin 2007, publié au *Moniteur belge* du 19 juillet 2007, la Cour a dit pour droit :

« L'article 23, alinéa 1^{er}, de la loi du 22 octobre 1997 'relative à la structure et aux taux des droits d'accise sur les huiles minérales' [- tel qu'il était libellé avant sa modification par l'arrêté royal du 29 février 2004 'modifiant la loi du 22 octobre 1997 relative à la structure et aux taux des droits d'accise sur les huiles minérales' -] viole les articles 10 et 11 de la Constitution, lus en combinaison avec l'article 6.1 de la Convention européenne des droits de l'homme, en ce qu'il ne permet au juge pénal en aucune façon de modérer, s'il existe des circonstances atténuantes, l'amende prévue par cette disposition et en ce que, en ne prévoyant pas une amende maximale et une amende minimale, il peut avoir les effets disproportionnés décrits en B.9.3 ».

L'article 23, alinéa 1^{er}, de la loi du 22 octobre 1997, tel qu'il était libellé avant sa modification par l'arrêté royal du 29 février 2004, disposait :

« Toute infraction aux dispositions de la présente loi ayant effet de rendre exigibles les droits d'accise et les droits d'accise spéciaux fixés par l'article 7, est punie d'une amende égale au décuple des droits en jeu avec un minimum de 250 EUR ».

Selon le B.9.3 de l'arrêt n° 81/2007 :

« Les amendes élevées que le juge doit infliger en application de la législation en cause peuvent être de nature à porter atteinte au respect des biens garanti par l'article 1^{er} du Premier Protocole additionnel à la Convention européenne des droits de l'homme.

Selon cette disposition, la protection du droit de propriété 'ne [porte] pas atteinte au droit que possèdent les Etats de mettre en vigueur les lois qu'ils jugent nécessaires pour réglementer l'usage des biens conformément à l'intérêt général ou pour assurer le paiement des impôts ou d'autres contributions ou des amendes '.

Une amende fixée au décuple des droits éludés pourrait, dans certains cas, porter une telle atteinte à la situation financière de la personne à laquelle elle est infligée qu'elle pourrait constituer une mesure disproportionnée par rapport au but légitime qu'elle poursuit et constituer une violation du droit au respect des biens, garanti par l'article 1^{er} du Premier Protocole additionnel à la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH, 11 janvier 2007, *Mamidakis* c. Grèce).

Une disposition qui ne permet pas au juge d'éviter une violation de cette disposition méconnaît le droit à un procès équitable garanti par l'article 6.1 de la Convention européenne des droits de l'homme ».

B.8.1. Le principe de la proportionnalité des peines n'est pas étranger à notre système juridique qui, en règle, permet au juge de choisir la peine entre un minimum et un maximum, de tenir compte de circonstances atténuantes et d'ordonner le sursis et la suspension du prononcé, le juge pouvant ainsi individualiser dans une certaine mesure la peine, en infligeant celle qu'il estime proportionnée à l'ensemble des éléments de la cause.

Pour ce qui concerne plus particulièrement les amendes, le législateur prévoit également que, lorsqu'il fixe l'amende, le juge tient compte de la situation du prévenu (articles 163, alinéas 3 et 4, et 195, alinéas 2 et 3, du Code d'instruction criminelle).

B.8.2. Cette prise en compte de la proportionnalité de la peine est toutefois exclue pour certaines infractions du droit pénal spécial, ainsi qu'en matière de douanes et accises où le juge doit infliger des amendes égales au décuple, doublé en cas de récidive, des droits éludés. Non seulement les montants des amendes peuvent être sensiblement plus élevés qu'en droit pénal ordinaire, mais la possibilité de les modérer est inexistante, sous réserve de ce qui a été exposé en B.7.1 à B.7.4 de l'arrêt n° 165/2006 précité.

B.8.3. Si c'est au législateur qu'il appartient d'apprécier s'il est souhaitable de contraindre le juge à la sévérité quand une infraction nuit particulièrement à l'intérêt général, il convient d'apprécier si son choix n'est pas manifestement déraisonnable, spécialement lorsqu'il s'agit d'une infraction qui fait l'objet d'une réglementation communautaire et d'une jurisprudence européenne.

B.9.1. La loi du 10 juin 1997 a été adoptée en exécution de dispositions de droit communautaire.

B.9.2. L'article 10 du Traité instituant la Communauté européenne (ci-après : Traité CE) dispose que les Etats membres prennent toutes mesures générales ou particulières propres à assurer l'exécution des obligations découlant de ce Traité ou résultant des actes des institutions de la Communauté européenne.

Cette disposition impose aux Etats membres, lorsqu'une réglementation communautaire ne comporte aucune disposition spécifique prévoyant une sanction pour sa violation ou renvoie sur ce point aux dispositions nationales, de prendre toutes mesures propres à garantir la portée et l'efficacité du droit communautaire. A cet effet, les Etats membres doivent veiller à ce que les violations du droit communautaire soient sanctionnées dans des conditions, de fond et de procédure, qui soient analogues à celles applicables aux violations du droit national d'une nature et d'une importance similaire. A cet égard, ils sont certes libres dans leur choix des sanctions à infliger mais celles-ci doivent avoir un caractère effectif, proportionné et dissuasif (voy., entre autres, CJCE, 21 septembre 1989, 68/88, *Commission c. Grèce*; CJCE, 10 juillet 1990, C-326/88, *Hansen*; CJCE, 27 février 1997, C-177/95, *Ebony Maritime*).

Les Etats membres sont donc tenus d'exercer cette compétence dans le respect du droit communautaire et de ses principes généraux et, par conséquent, dans le respect du principe de proportionnalité qui est notamment mentionné à l'article 49, paragraphe 3, de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, proclamée à Nice, le 7 décembre 2000, selon lequel « l'intensité des peines ne doit pas être disproportionnée par rapport à l'infraction ». Si cette Charte n'est pas, en elle-même, juridiquement contraignante, elle traduit le principe de l'Etat de droit sur lequel, en vertu de l'article 6 du Traité sur l'Union européenne, l'Union est fondée et elle constitue une illustration des droits fondamentaux que l'Union doit respecter, tels qu'ils sont garantis par la Convention européenne des droits de l'homme et tels qu'ils résultent des traditions constitutionnelles communes aux Etats membres, en tant que principes généraux du droit communautaire. Par conséquent, dans la répression d'infractions à des dispositions de droit communautaire, l'intensité des peines ne doit pas être disproportionnée par rapport à l'infraction (CJCE, 3 mai 2007, C-303/05, *Advocaten voor de wereld*, §§ 45 et 46).

Les mesures administratives ou répressives ne doivent pas dépasser le cadre de ce qui est strictement nécessaire aux objectifs poursuivis, et les modalités de contrôle ne doivent pas être assorties d'une sanction à ce point disproportionnée à la gravité de l'infraction qu'elle deviendrait une entrave aux libertés consacrées par le Traité CE (CJCE, 16 décembre 1992, C-210/91, *Commission c. République hellénique*, § 20).

B.9.3. Les amendes élevées que le juge doit infliger en application de la législation en cause peuvent être de nature à porter atteinte au respect des biens garanti par l'article 1^{er} du Premier Protocole additionnel à la Convention européenne des droits de l'homme.

Selon cette disposition, la protection du droit de propriété « ne [porte] pas atteinte au droit que possèdent les Etats de mettre en vigueur les lois qu'ils jugent nécessaires pour réglementer l'usage des biens conformément à l'intérêt général ou pour assurer le paiement des impôts ou d'autres contributions ou des amendes ».

Une amende fixée au décuple des droits éludés pourrait, dans certains cas, porter une atteinte telle à la situation financière de la personne à laquelle elle est infligée qu'elle pourrait constituer une mesure disproportionnée par rapport au but légitime qu'elle poursuit et constituer une violation du droit au respect des biens, garanti par l'article 1^{er} du Premier Protocole additionnel à la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH, 11 janvier 2007, *Mamidakis c. Grèce*).

Une disposition qui ne permet pas au juge d'éviter une violation de cette disposition méconnaît le droit à un procès équitable garanti par l'article 6.1 de la Convention européenne des droits de l'homme.

B.9.4. Même si le législateur pouvait prévoir une peine égale au décuple des droits éludés, l'absence d'un choix qui se situerait entre cette peine, en tant que peine maximale, et une peine minimale, rend la mesure incompatible avec les articles 10 et 11 de la Constitution, combinés avec l'article 6.1 de la Convention européenne des droits de l'homme.

B.10. Le moyen examiné d'office est dès lors fondé.

B.11. Pour tenir compte des difficultés budgétaires et administratives et du contentieux judiciaire qui pourraient découler de l'arrêt d'annulation, et de ce que le présent recours a été introduit en application de l'article 4, alinéa 2, de la loi spéciale du 6 janvier 1989, il y a lieu, sauf à l'égard du requérant, de maintenir les effets de la disposition annulée, définitivement acquis à la date de publication du présent arrêt au *Moniteur belge*, de manière telle que l'annulation bénéficie à toutes les affaires en cours.

Par ces motifs,

la Cour

- annule l'article 39, alinéa 1^{er}, de la loi du 10 juin 1997 « relative au régime général, à la détention, à la circulation et aux contrôles des produits soumis à accise », en ce qu'il ne permet pas au juge pénal, lorsqu'existent des circonstances atténuantes, de modérer l'amende prévue par cette disposition et en ce que, en ne prévoyant pas une amende maximale et une amende minimale, il peut avoir les effets disproportionnés décrits en B.9.3;

- maintient, sauf à l'égard du requérant, les effets de la disposition annulée, définitivement acquis à la date de publication du présent arrêt au *Moniteur belge*.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989, à l'audience publique du 30 octobre 2008.

Le greffier,

P.-Y. Dutilleux.

Le président f.f.,

P. Martens.

GRONDWETTELIJK HOF

N. 2008 — 4034

[2008/204037]

Uittreksel uit arrest nr. 140/2008 van 30 oktober 2008

Rolnummer 4265

In zake : het beroep tot vernietiging van artikel 39, eerste lid, van de wet van 10 juni 1997 betreffende de algemene regeling voor accijnsproducten, het voorhanden hebben en het verkeer daarvan en de controles daarop, ingesteld door Francesco Scuto.

Het Grondwettelijk Hof,

samengesteld uit rechter P. Martens, waarnemend voorzitter, voorzitter M. Bossuyt, en de rechters R. Henneuse, E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke en J. Spreutels, bijgestaan door de griffier P.-Y. Dutilleux, onder voorzitterschap van rechter P. Martens,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van het beroep en rechtspleging*

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 12 juli 2007 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 13 juli 2007, heeft Francesco Scuto, wonende te 4460 Grâce-Hollogne, rue G. Matteoti 10/2, ingevolge het arrest van het Hof nr. 165/2006 van 8 november 2006 (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 26 januari 2007), beroep tot vernietiging ingesteld van artikel 39, eerste lid, van de wet van 10 juni 1997 betreffende de algemene regeling voor accijnsproducten, het voorhanden hebben en het verkeer daarvan en de controles daarop.

(...)

II. *In rechte*

(...)

B.1. Artikel 39, eerste lid, van de wet van 10 juni 1997 « betreffende de algemene regeling van accijnsproducten, het voorhanden hebben en het verkeer ervan en de controles daarop », zoals gewijzigd bij artikel 2, nr. 22, van het koninklijk besluit van 20 juli 2000 « houdende uitvoering van de wet van 26 juni 2000 betreffende de invoering van de euro in de wetgeving die betrekking heeft op aangelegenheden zoals bedoeld in artikel 78 van de Grondwet en die ressorteert onder het Ministerie van Financiën » en bij artikel 42, 5°, van het koninklijk besluit van 13 juli 2001 « houdende uitvoering van de wet van 26 juni 2000 betreffende de invoering van de euro in de wetgeving die betrekking heeft op aangelegenheden zoals bedoeld in artikel 78 van de Grondwet en die ressorteert onder het Ministerie van Financiën », bepaalt :

« Iedere overtreding van de bepalingen van deze wet die tot gevolg heeft dat de accijns opeisbaar wordt, wordt gestraft met een boete van tienmaal de in het spel zijnde accijns met een minimum van 250 EUR ».

B.2. In zijn arrest nr. 165/2006 van 8 november 2006 heeft het Hof voor recht gezegd dat die bepaling de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met artikel 6.1 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens, schendt in zoverre zij de strafrechter niet toestaat om, wanneer er verzachtende omstandigheden bestaan, de erin bepaalde geldboete op enigerlei wijze te matigen.

Dat arrest is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 26 januari 2007.

Het Hof heeft dezelfde beslissing genomen in zijn arrest nr. 199/2006 van 13 december 2006.

B.3. Artikel 4, tweede lid, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 - zoals ingevoegd bij artikel 3, b), van de bijzondere wet van 9 maart 2003 « tot wijziging van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof » - bepaalt dat een nieuwe termijn van zes maanden openstaat voor het instellen van een beroep tot vernietiging van een wet voor iedere natuurlijke persoon die doet blijken van een belang wanneer het Hof, uitspraak doende op een prejudiciële vraag, heeft verklaard dat die wet in strijd is met één van de regels waarvan het de naleving verzekert.

B.4. Uit de stukken van het dossier van de rechtspleging blijkt dat de verzoeker herhaaldelijk door een strafgerecht ertoe is veroordeeld met toepassing van de bestreden bepaling geldboeten te betalen ten belope van tienmaal de ontdoken accijnsrechten.

De situatie van de verzoeker wordt dus rechtstreeks en ongunstig geraakt door de bestreden bepaling, zodat hij op grond van artikel 4, tweede lid, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 doet blijken van een belang bij het vorderen van de vernietiging.

B.5. In zijn arrest nr. 165/2006 heeft het Hof geoordeeld :

« B.3. Artikel 39 van de wet van 10 juni 1997 maakt deel uit van het douanestrafrecht, dat behoort tot het bijzonder strafrecht en waarmee de wetgever, via een eigen systeem voor strafrechtelijke opsporing en vervolging, de omvang en de frequentie van de fraude wil bestrijden in een bijzonder technische en vaak grensoverschrijdende materie die mede grotendeels door een uitgebreide Europese regelgeving wordt beheerst. De bestraffing van de inbreuken op de douane en accijnsgoederen wordt vaak bemoeilijkt door het hoge aantal personen dat bij de handel is betrokken en door de mobiliteit van de goederen waarop de rechten verschuldigd zijn.

In dat kader heeft de wetgever op douane en accijnsmisdriven zeer zware geldboeten gesteld om te beletten dat fraude zou worden gepleegd met het oog op de enorme winst die men ermee kan maken. Ter verantwoording van het hoge karakter van de geldboete werd steeds staande gehouden dat die niet alleen een individuele straf met een ernstig ontradend karakter voor de dader zou uitmaken maar ook het herstel van de gestoorde economische orde en het verzekeren van de heffingen van de verschuldigde belastingen zou beogen. Het verlenen aan de strafrechter van de mogelijkheid om verzachtende omstandigheden toe te passen zou onvereenigbaar zijn met de doelstelling de fiscale fraude te bestraffen.

[...]

B.5.1. Onder voorbehoud dat hij geen maatregel mag nemen die kennelijk onredelijk is, vermag de democratisch gekozen wetgever het repressief beleid zelf vast te stellen en aldus de beoordelingsvrijheid van de rechter uit te sluiten.

De wetgever heeft nochtans meermaals geopteerd voor de individualisering van straffen door de rechter de keuze te laten, die is begrensd door een minimum en een maximum, wat de strengheid van de straf betreft, door het hem mogelijk te maken rekening te houden met verzachtende omstandigheden waardoor hij een straf beneden het wettelijk minimum kan opleggen, en door hem toe te staan maatregelen tot uitstel en tot opschorting van de uitspraak toe te kennen.

B.5.2. Dat de rechter de straf niet kan verzachten tot onder de grenzen gesteld bij de in het geding zijnde bepaling, komt voort uit het feit dat, bij gebrek aan een uitdrukkelijke bepaling in de bijzondere strafwet, de bepalingen van het Strafwetboek met betrekking tot de verzachtende omstandigheden niet kunnen worden toegepast (artikel 100 van het Strafwetboek).

B.5.3. Het staat aan de wetgever te oordelen of het wenselijk is de rechter te dwingen tot gestrengheid wanneer een inbreuk het algemeen belang schaadt, vooral in een aangelegenheid die, zoals te dezen, aanleiding geeft tot een aanzienlijke fraude. Die gestrengheid kan niet alleen de omvang van de geldboete betreffen, maar ook de aan de rechter geboden mogelijkheid om de straf tot onder de gestelde grenzen te verminderen wanneer verzachtende omstandigheden aanwezig zijn.

Het Hof zou een dergelijke keuze alleen kunnen afkeuren indien die kennelijk onredelijk zou zijn of indien de in het geding zijnde bepaling ertoe zou leiden aan een categorie van beklaagden het recht op een eerlijk proces voor een onafhankelijke en onpartijdige instantie, zoals gewaarborgd bij artikel 6.1 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens, te ontzeggen.

B.6. De wijze waarop de geldboete is bepaald in artikel 39, eerste lid, van de wet van 10 juni 1997 beantwoordt aan de door de wetgever nagestreefde doeleinden zoals uiteengezet in B.3.

B.7.1. Luidens artikel 263 van de [algemene wet inzake douane en accijnzen, zoals zij voortvloeit uit de coördinatie bij koninklijk besluit van 18 juli 1977 houdende coördinatie van de algemene bepalingen inzake douane en accijnzen (A.W.D.A.)] zou door de administratie, met name wat de geldboete betreft, kunnen worden getransigeerd ' zo dikwijls verzachtende omstandigheden de zaak vergezellen, of als aannemelijk kan worden gehouden dat het misdrijf eerder aan verzuim of abuis, dan aan een oogmerk van opzettelijke fraude moet worden toegeschreven '.

B.7.2. De ontstentenis in artikel 39 van de wet van 10 juni 1997, van een bevoegdheid van de strafrechter die gelijkwaardig is aan die welke door artikel 263 van de A.W.D.A. is toegekend aan de administratie, is evenwel niet verenigbaar met artikel 6.1 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens en met het algemeen beginsel van het strafrecht dat vereist dat niets wat onder de beoordelingsbevoegdheid van de administratie valt, ontsnapt aan de toetsing van de rechter.

B.7.3. Het is juist dat, in alle aangelegenheden waarin zij is toegestaan, de transactie een einde maakt aan de strafvordering zonder toetsing van de rechter. Maar de beklagde kan doorgaans, wanneer de transactie hem niet wordt voorgesteld of hij die weigert, het bestaan van verzachtende omstandigheden voor een rechter aanvoeren.

Te dezen staat het de beklagde vrij de transactie te aanvaarden die de administratie hem zou voorstellen, maar indien hij die weigert of indien die hem niet wordt voorgesteld, zal hij een rechter nooit kunnen laten oordelen of er verzachtende omstandigheden bestaan die verantwoordelijk dat de geldboete wordt beperkt tot onder het bij de wet vastgestelde bedrag.

B.7.4. Het is eveneens juist dat de rechter de opschorting van de uitspraak van de veroordeling of het uitstel van de tenuitvoerlegging van de straffen, met toepassing van de wet van 29 juni 1964 betreffende de opschorting, het uitstel en de probatie, kan bevelen. Maar de door die wet aan de rechter verleende bevoegdheden zijn niet dezelfde als die welke hij haalt uit artikel 85 van het Strafwetboek en die welke de A.W.D.A. aan de administratie toevertrouwt '.

B.6. De bestreden bepaling dient bijgevolg te worden vernietigd in zoverre zij met het arrest nr. 165/2006 ongrondwettig is verklaard.

B.7. In zijn arrest nr. 81/2007 van 7 juni 2007, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 19 juli 2007, heeft het Hof voor recht gezege :

« Artikel 23, eerste lid, van de wet van 22 oktober 1997 betreffende de structuur en de accijnstarieven inzake minerale olie [- vóór de wijziging ervan bij koninklijk besluit van 29 februari 2004 tot wijziging van de wet van 22 oktober 1997 betreffende de structuur en de accijnstarieven inzake minerale olie -] schendt de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met artikel 6.1 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens, in zoverre het de strafrechter geenszins toestaat om, wanneer er verzachtende omstandigheden bestaan, de erin bepaalde geldboete te matigen, alsook in zoverre het de in B.9.3 beschreven onevenredige gevolgen kan hebben door niet te voorzien in een minimum- en een maximumgeldboete ».

Artikel 23, eerste lid, van de wet van 22 oktober 1997, vóór de wijziging ervan bij het koninklijk besluit van 29 februari 2004, bepaalde :

« Elke overtreding van deze wet waardoor de invorderbaarheid van de in artikel 7 bedoelde accijns en bijzondere accijns ontstaat, wordt bestraft met een geldboete van tienmaal de ontdoken rechten met een minimum van 250 EUR ».

De B.9.3 van het arrest nr. 81/2007 luidt :

« De hoge geldboeten die de rechter met toepassing van de in het geding zijnde wetgeving dient op te leggen, kunnen van dien aard zijn dat zij afbreuk doen aan het recht op het ongestoord genot van eigendom, dat gewaarborgd is bij artikel 1 van het Eerste Aanvullend Protocol bij het Europees Verdrag voor de rechten van de mens.

Die bepaling vermeldt dat de bescherming van het eigendomsrecht ' echter op geen enkele wijze het recht aantast [en] dat een Staat heeft om die wetten toe te passen welke hij noodzakelijk oordeelt om toezicht uit te oefenen op het gebruik van eigendom in overeenstemming met het algemeen belang of om de betaling van belastingen of andere heffingen en boeten te verzekeren '.

Een geldboete die is vastgesteld op tienmaal de ontdoken rechten zou, in bepaalde gevallen, dermate afbreuk kunnen doen aan de financiële toestand van de persoon aan wie ze is opgelegd dat ze een onevenredige maatregel zou kunnen vormen ten aanzien van het ermee nagestreefde wettige doel en een schending inhouden van het recht op de eerbiediging van de eigendom, dat is gewaarborgd bij artikel 1 van het Eerste Aanvullend Protocol bij het Europees Verdrag voor de rechten van de mens (EHRM, 11 januari 2007, *Mamidakis t. Griekenland*).

Een bepaling die de rechter niet in staat stelt een schending van die bepaling te vermijden, schendt het recht op een eerlijk proces dat wordt gewaarborgd in artikel 6.1 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens ».

B.8.1. Het beginsel van de evenredigheid van de straffen is niet vreemd aan ons rechtssysteem dat in de regel de rechter in staat stelt de straf te kiezen tussen een minimum en een maximum, hem ertoe machtigt rekening te houden met verzachtende omstandigheden en maatregelen van uitstel en opschorting van de uitspraak te bevelen, waardoor de rechter aldus in zekere mate de straf kan individualiseren door de straf op te leggen die hij evenredig acht met het geheel van de elementen van de zaak.

Wat meer in het bijzonder de geldboeten betreft, bepaalt de wetgever ook dat de rechter rekening houdt met de toestand van de beklagde (artikelen 163, derde en vierde lid, en 195, tweede en derde lid, van het Wetboek van strafvordering).

B.8.2. Voor sommige strafbare feiten van het bijzonder strafrecht alsook inzake douane en accijnzen waar de rechter geldboeten moet opleggen gelijk aan tienmaal de ontdoken rechten, eventueel verdubbeld in geval van herhaling, is het echter uitgesloten dat rekening wordt gehouden met de evenredigheid van de straf. Niet alleen kunnen de bedragen van de geldboeten gevoelig hoger liggen dan in het gemeen strafrecht, maar ook is de mogelijkheid om ze te matigen onbestaande, onder voorbehoud van wat is uiteengezet in B.7.1 tot B.7.4 van het voormelde arrest nr. 165/2006.

B.8.3. Ofschoon het aan de wetgever staat te oordelen of het wenselijk is de rechter te verplichten tot gestrengheid wanneer een strafbaar feit in het bijzonder het algemeen belang schaadt, dient te worden beoordeeld of zijn keuze niet kennelijk onredelijk is, in het bijzonder wanneer het gaat om een strafbaar feit dat het voorwerp uitmaakt van Europese regelgeving en van Europese rechtspraak.

B.9.1. De wet van 10 juni 1997 werd ingevoerd ter uitvoering van bepalingen van Europees recht.

B.9.2. Artikel 10 van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap (hierna : EG-Verdrag) bepaalt dat de lidstaten alle algemene of bijzondere maatregelen treffen welke geschikt zijn om de nakoming van de uit dat Verdrag of uit de handelingen van de instellingen van de Europese Gemeenschap voortvloeiende verplichtingen te verzekeren.

Wanneer de gemeenschapsregeling geen specifieke bepaling bevat die voorziet in een sanctie op de overtreding ervan, of daarvoor verwijst naar nationale bepalingen, zijn de lidstaten ingevolge die bepaling gehouden alle passende maatregelen te nemen om de draagwijdte en de doeltreffende toepassing van het gemeenschapsrecht te verzekeren. Daartoe dienen de lidstaten erop toe te zien dat overtredingen van het gemeenschapsrecht onder gelijke materiële en formele voorwaarden worden bestraft als vergelijkbare en even ernstige overtredingen van het nationaal recht. Zij zijn daarbij weliswaar vrij in hun keuze van de op te leggen sancties, doch die moeten hoe dan ook doeltreffend, evenredig en afschrikwekkend zijn (zie o.m. HvJ, 21 september 1989, 68/88, *Commissie t. Griekenland*; HvJ, 10 juli 1990, C-326/88, *Hansen*; HvJ, 27 februari 1997, C-177/95, *Ebony Maritime*).

De lidstaten moeten die bevoegdheid dus uitoefenen met inachtneming van het gemeenschapsrecht en de algemene beginselen daarvan en, bijgevolg, met inachtneming van het evenredigheidsbeginsel dat inzonderheid wordt vermeld in artikel 49, lid 3, van het Handvest van de grondrechten van de Europese Unie, afgekondigd te Nice op 7 december 2000, volgens hetwelk « de zwaarte van de straf [...] niet onevenredig [mag] zijn aan het strafbare feit ». Dat Handvest is op zichzelf weliswaar niet juridisch bindend, maar het geeft uitdrukking aan het beginsel van de rechtsstaat, waarop, krachtens artikel 6 van het Verdrag betreffende de Europese Unie, de Unie is gebaseerd, en het vormt een illustratie van de fundamentele rechten die de Unie moet eerbiedigen, zoals zij worden gewaarborgd door het Europees Verdrag voor de rechten van de mens en zoals zij uit de gemeenschappelijke constitutionele tradities van de lidstaten voortvloeien, als algemene beginselen van het gemeenschapsrecht. Bijgevolg mag bij de bestraffing van inbreuken op bepalingen van het gemeenschapsrecht, de zwaarte van de straffen niet onevenredig zijn met het strafbare feit (HvJ, 3 mei 2007, C-303/05, *Advocaten voor de wereld*, §§ 45 en 46).

Administratieve of strafrechtelijke maatregelen mogen niet verder gaan dan hetgeen strikt noodzakelijk is om het beoogde doel te bereiken. Aan controlemaatregelen mogen geen sancties zijn verbonden die zo onevenredig zijn met de ernst van de overtreding dat zij een belemmering van de in het EG-Verdrag verankerde vrijheden zouden worden (HvJ, 16 december 1992, C-210/91, *Commissie t. Griekenland*, § 20).

B.9.3. De hoge geldboeten die de rechter met toepassing van de in het geding zijnde wetgeving dient op te leggen, kunnen van dien aard zijn dat zij afbreuk doen aan het recht op het ongestoord genot van eigendom, dat gewaarborgd is bij artikel 1 van het Eerste Aanvullend Protocol bij het Europees Verdrag voor de rechten van de mens.

Die bepaling vermeldt dat de bescherming van het eigendomsrecht « echter op geen enkele wijze het recht aantast [en] dat een Staat heeft om die wetten toe te passen welke hij noodzakelijk oordeelt om toezicht uit te oefenen op het gebruik van eigendom in overeenstemming met het algemeen belang of om de betaling van belastingen of andere heffingen en boeten te verzekeren ».

Een geldboete die is vastgesteld op tienmaal de ontdoken rechten zou, in bepaalde gevallen, dermate afbreuk kunnen doen aan de financiële toestand van de persoon aan wie ze is opgelegd dat ze een onevenredige maatregel zou kunnen vormen ten aanzien van het ermee nagestreefde wettige doel en een schending zou kunnen inhouden van het recht op de eerbiediging van de eigendom, dat is gewaarborgd bij artikel 1 van het Eerste Aanvullend Protocol bij het Europees Verdrag voor de rechten van de mens (ÉHRM, 11 januari 2007, *Mamidakis t. Griekenland*).

Een bepaling die de rechter niet in staat stelt een schending van die bepaling te vermijden, schendt het recht op een eerlijk proces dat wordt gewaarborgd in artikel 6.1 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens.

B.9.4. Ook al vermag de wetgever te voorzien in een maximumstraf van tienmaal de ontdoken rechten, toch maakt het ontbreken van een mogelijke spreiding tussen die straf als maximumstraf en een minimumstraf, de maatregel onbestaanbaar met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met artikel 6.1 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens.

B.10. Het ambtshalve aangevoerde middel is derhalve gegrond.

B.11. Teneinde rekening te houden met de budgettaire en administratieve moeilijkheden en met het gerechtelijk contentieux die uit het vernietigingsarrest zouden kunnen voortvloeien, en met het feit dat het onderhavige beroep is ingesteld met toepassing van artikel 4, tweede lid, van de bijzondere wet van 6 januari 1989, dienen, behalve ten aanzien van de verzoeker, de gevolgen van de vernietigde bepaling te worden gehandhaafd die definitief zijn op de datum van bekendmaking van dit arrest in het *Belgisch Staatsblad*, zodanig dat de vernietiging alle hangende zaken ten goede komt.

Om die redenen,

het Hof

- vernietigt artikel 39, eerste lid, van de wet van 10 juni 1997 « betreffende de algemene regeling van accijnsproducten, het voorhanden hebben en het verkeer ervan en de controles daarop », in zoverre het de strafrechter niet toestaat om, wanneer er verzachtende omstandigheden bestaan, de in die bepaling voorgeschreven geldboete te matigen en in zoverre het, door niet te voorzien in een maximum- en minimumgeldboete, de in B.9.3 omschreven onevenredige gevolgen kan hebben;

- handhaaft, behalve ten aanzien van de verzoeker, de gevolgen van de vernietigde bepaling die definitief zijn op de datum van bekendmaking van dit arrest in het *Belgisch Staatsblad*.

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989, op de openbare terechtzitting van 30 oktober 2008.

De griffier,

P.-Y. Dutilleux.

De wnd. voorzitter,

P. Martens.

VERFASSUNGSGERICHTSHOF

D. 2008 — 4034

[2008/204037]

Auszug aus dem Urteil Nr. 140/2008 vom 30. Oktober 2008

Geschäftsverzeichnisnummer 4265

In Sachen: Klage auf Nichtigerklärung von Artikel 39 Absatz 1 des Gesetzes vom 10. Juni 1997 über die allgemeine Regelung, den Besitz, den Verkehr und die Kontrollen der Akzisenprodukte, erhoben von Francesco Scuto.

Der Verfassungsgerichtshof,

zusammengesetzt aus dem Richter und stellvertretenden Vorsitzenden P. Martens, dem Vorsitzenden M. Bossuyt und den Richtern R. Henneuse, E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke und J. Spreutels, unter Assistenz des Kanzlers P.-Y. Dutilleux, unter dem Vorsitz des Richters P. Martens,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil:

I. *Gegenstand der Klage und Verfahren*

Mit einer Klageschrift, die dem Hof mit am 12. Juli 2007 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 13. Juli 2007 in der Kanzlei eingegangen ist, erhob Francesco Scuto, wohnhaft in 4460 Grâce-Hollogne, rue G. Matteoti 10/2, infolge des Urteils des Hofes Nr. 165/2006 vom 8. November 2006 (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 26. Januar 2007), Klage auf Nichtigerklärung von Artikel 39 Absatz 1 des Gesetzes vom 10. Juni 1997 über die allgemeine Regelung, den Besitz, den Verkehr und die Kontrollen der Akzisenprodukte.

(...)

II. *In rechtlicher Beziehung*

(...)

B.1. Artikel 39 Absatz 1 des Gesetzes vom 10. Juni 1997 «über die allgemeine Regelung, den Besitz, den Verkehr und die Kontrollen der Akzisenprodukte», abgeändert durch Artikel 2 Nr. 22 des königlichen Erlasses vom 20. Juli 2000 «zur Ausführung des Gesetzes vom 26. Juni 2000 über die Einführung des Euro in die Rechtsvorschriften in Bezug auf die in Artikel 78 der Verfassung erwähnten Angelegenheiten, für die das Ministerium der Finanzen zuständig ist» und durch Artikel 42 Nr. 5 des königlichen Erlasses vom 13. Juli 2001 «zur Ausführung des Gesetzes vom 26. Juni 2000 über die Einführung des Euro in die Rechtsvorschriften in Bezug auf die in Artikel 78 der Verfassung erwähnten Angelegenheiten, für die das Ministerium der Finanzen zuständig ist», bestimmt:

«Verstöße gegen die Bestimmungen des vorliegenden Gesetzes, die die Entrichtung von Akzisen zur Folge haben, werden mit einer Geldstrafe geahndet, die dem Zehnfachen der besagten Akzisen entspricht bei einem Mindestbetrag von 250 EUR».

B.2. In seinem Urteil Nr. 165/2006 vom 8. November 2006 hat der Hof für Recht erkannt, dass diese Bestimmung gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 6 Absatz 1 der Europäischen Menschenrechtskonvention verstößt, insofern sie es dem Strafrichter nicht ermöglicht, die darin vorgesehene Geldbuße irgendwie zu mäßigen, wenn mildernde Umstände vorliegen.

Dieses Urteil wurde im *Belgischen Staatsblatt* vom 26. Januar 2007 veröffentlicht.

Der Hof hat im Urteil Nr. 199/2006 vom 13. Dezember 2006 dieselbe Entscheidung getroffen.

B.3. Artikel 4 Absatz 2 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 - eingefügt durch Artikel 3 Buchstabe b) des Sondergesetzes vom 9. März 2003 «zur Abänderung des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof» - bestimmt, dass eine neue Frist von sechs Monaten für die Einreichung einer Klage auf Nichtigerklärung eines Gesetzes jeglicher natürlichen Person, die ein Interesse nachweist, gewährt wird, wenn der Hof auf eine präjudizielle Frage hin erklärt hat, dass dieses Gesetz gegen eine der Regeln, deren Beachtung er gewährleistet, verstößt.

B.4. Aus den Verfahrensakten geht hervor, dass der Kläger wiederholt von einem Strafgericht in Anwendung der angefochtenen Bestimmung dazu verurteilt worden ist, Geldbußen in Höhe des Zehnfachen der hinterzogenen Akzisen zu entrichten.

Die Situation des Klägers wird also unmittelbar und ungünstig durch die angefochtene Bestimmung betroffen, weshalb er aufgrund von Artikel 4 Absatz 2 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 ein Interesse an der Beantragung der Nichtigerklärung aufweist.

B.5. In seinem Urteil Nr. 165/2006 hat der Hof Folgendes erkannt:

«B.3. Artikel 39 des Gesetzes vom 10. Juni 1997 ist Bestandteil des Zollstrafrechts, das zum Sonderstrafrecht gehört und mit dem der Gesetzgeber durch ein eigenes System zur strafrechtlichen Ermittlung und Verfolgung den Umfang und die Häufigkeit von Betrugsfällen in einem besonders technischen und oft grenzüberschreitenden Sachbereich bekämpfen möchte, der großenteils auch durch ein umfangreiches europäisches System von Bestimmungen geregelt wird. Die Ahndung der Verstöße in Bezug auf Zoll- und Akzisengüter wird oft erschwert durch die große Anzahl von Personen, die am Handel beteiligt sind, und durch die Mobilität der Güter, auf die die Abgaben zu entrichten sind.

In diesem Rahmen hat der Gesetzgeber für Zoll- und Akzisenübertretungen sehr schwere Geldbußen festgelegt, um zu verhindern, dass Betrug begangen wird wegen des damit möglicherweise verbundenen enormen Gewinns. Zur Rechtfertigung der Höhe der Geldbuße wurde stets daran festgehalten, dass sie nicht nur eine individuelle, ernsthaft abschreckende Strafe für den Täter darstelle, sondern auch die Wiederherstellung der gestörten Wirtschaftsordnung und die Sicherung der Erhebung der geschuldeten Steuern bezwecke. Dem Strafrichter die Möglichkeit zu gewähren, mildernde Umstände gelten zu lassen, wäre nicht mit der Zielsetzung der Bestrafung des Steuerbetrugs vereinbar.

[...]

B.5.1. Vorbehaltlich dessen, dass der demokratisch gewählte Gesetzgeber keine Maßnahme ergreifen darf, die offensichtlich unvernünftig ist, darf er die Strafpolitik selbst festlegen und dabei die Beurteilungsfreiheit des Richters ausschließen.

Der Gesetzgeber hat sich jedoch mehrfach für die Individualisierung der Strafen entschieden, indem er dem Richter eine Wahlfreiheit überlässt, die durch ein Minimum und ein Maximum hinsichtlich der Strenge der Strafe begrenzt ist, indem er es ihm ermöglicht, mildernde Umstände zu berücksichtigen, so dass er eine Strafe unterhalb des gesetzlichen Minimums auferlegen kann, und indem er es ihm erlaubt, Maßnahmen zum Aufschub oder zur Aussetzung der Verkündung der Verurteilung zu gewähren.

B.5.2. Dass der Richter die Strafe nicht auf ein Maß unterhalb der Grenzen, die in der fraglichen Bestimmung festgelegt sind, abschwächen kann, ergibt sich aus dem Umstand, dass in Ermangelung einer ausdrücklichen Bestimmung im besonderen Strafrecht die Bestimmungen des Strafgesetzbuches bezüglich mildernder Umstände nicht angewandt werden können (Artikel 100 des Strafgesetzbuches).

B.5.3. Es obliegt dem Gesetzgeber zu beurteilen, ob es wünschenswert ist, den Richter zur Strenge zu zwingen, wenn ein Verstoß dem Gemeinwohl schadet, insbesondere in einer Angelegenheit, die wie im vorliegenden Fall zu einem erheblichen Betrug geführt hat. Diese Strenge kann nicht nur die Höhe der Geldbuße betreffen, sondern auch die Möglichkeit des Richters, die Strafe auf ein Maß unterhalb der festgelegten Grenzen abzuschwächen, wenn mildernde Umstände vorliegen.

Der Hof könnte eine solche Wahl nur ahnden, wenn sie offensichtlich unvernünftig wäre oder wenn die fragliche Bestimmung zur Folge hätte, einer Kategorie von Angeklagten das Recht auf ein faires Verfahren vor einem unabhängigen und unparteiischen Gericht, so wie es durch Artikel 6 Absatz 1 der Europäischen Menschenrechtskonvention gewährleistet wird, vorzuenthalten.

B.6. Die Weise der Festsetzung der Geldbuße gemäß Artikel 39 Absatz 1 des Gesetzes vom 10. Juni 1997 entspricht der Zielsetzung des Gesetzgebers, die in B.3 dargelegt wurde.

B.7.1. Laut Artikel 263 des [allgemeinen Gesetzes über Zölle und Akzisen, so wie es sich ergibt aus der Koordinierung durch den königlichen Erlass vom 18. Juli 1977 ' zur Koordinierung der allgemeinen Bestimmungen über Zölle und Akzisen ' (AZAG)] könnte die Verwaltung insbesondere bezüglich der Geldbuße Vergleiche schließen, ' wenn die Rechtssache von mildernden Umständen begleitet wird oder wenn vernünftigerweise davon ausgegangen werden kann, dass das Vergehen eher aufgrund eines Versäumnisses oder eines Irrtums entstanden ist als in betrügerischer Absicht '.

B.7.2. Dass in Artikel 39 des Gesetzes vom 10. Juni 1997 keine Zuständigkeit des Strafrichters vorgesehen ist, die derjenigen gleichwertig wäre, die Artikel 263 des AZAG der Verwaltung einräumt, ist jedoch nicht vereinbar mit Artikel 6 Absatz 1 der Europäischen Menschenrechtskonvention und mit dem allgemeinen Grundsatz des Strafrechtes, der es erfordert, dass nichts, was zum Bereich der Beurteilungsbefugnis der Verwaltung gehört, der Prüfung durch den Richter entgeht.

B.7.3. Es trifft zu, dass in allen Angelegenheiten, in denen er erlaubt ist, ein Vergleich der Strafverfolgung ohne Prüfung durch den Richter ein Ende bereitet. Der Angeklagte kann aber immer, wenn der Vergleich ihm nicht vorgeschlagen wird oder wenn er ihn verweigert, das Bestehen mildernder Umstände vor einem Richter geltend machen.

Im vorliegenden Fall steht es dem Angeklagten frei, den Vergleich anzunehmen, den die Verwaltung ihm gegebenenfalls anbietet, doch wenn er diesen verweigert oder dieser ihm nicht angeboten wird, kann er einen Richter nie darüber urteilen lassen, ob mildernde Umstände vorliegen, die es rechtfertigen, dass die Geldbuße auf ein Maß begrenzt wird, das unter dem im Gesetz festgelegten Betrag liegt.

B.7.4. Es stimmt ebenfalls, dass der Richter die Aussetzung der Verkündung der Verurteilung oder den Aufschub der Vollstreckung der Strafen in Anwendung des Gesetzes vom 29. Juni 1964 über die Aussetzung, den Aufschub und die Bewährung anordnen kann. Die Befugnisse, die dem Richter durch dieses Gesetz verliehen werden, sind jedoch nicht die gleichen wie diejenigen, die er aus Artikel 85 des Strafgesetzbuches ableitet, und diejenigen, die das AZAG der Verwaltung verleiht».

B.6. Die angefochtene Bestimmung ist demzufolge für nichtig zu erklären, insofern sie durch das Urteil Nr. 165/2006 für verfassungswidrig erklärt wurde.

B.7. In seinem Urteil Nr. 81/2007 vom 7. Juni 2007, das im *Belgischen Staatsblatt* vom 19. Juli 2007 veröffentlicht wurde, hat der Hof für Recht erkannt:

«Artikel 23 Absatz 1 des Gesetzes vom 22. Oktober 1997 über die Struktur und die Sätze der Akzisensteuern auf Mineralöl [- in der Fassung vor der Abänderung durch den königlichen Erlass vom 29. Februar 2004 ' zur Abänderung des Gesetzes vom 22. Oktober 1997 über die Struktur und die Sätze der Akzisensteuern auf Mineralöl ' -] verstößt gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 6 Absatz 1 der Europäischen Menschenrechtskonvention, insofern er es dem Strafrichter keineswegs ermöglicht, die darin vorgesehene Geldbuße zu mäßigen, wenn mildernde Umstände vorliegen, sowie insofern er die in B.9.3 dargelegten unverhältnismäßigen Folgen haben kann, indem er keine Mindest- und Höchstgeldbuße vorsieht».

Artikel 23 Absatz 1 des Gesetzes vom 22. Oktober 1997 bestimmte vor seiner Abänderung durch den königlichen Erlass vom 29. Februar 2004:

«Jede Übertretung dieses Gesetzes, durch die die Einforderbarkeit der in Artikel 7 erwähnten Akzisen und Sonderakzisen entsteht, wird mit einer Geldbuße in Höhe des Zehnfachen der hinterzogenen Abgaben bei einem Mindestbetrag von 250 EUR bestraft».

Die Erwägung B.9.3 des Urteils Nr. 81/2007 lautet:

«Die hohen Geldbußen, die der Richter in Anwendung der fraglichen Gesetzgebung auferlegen muss, können das Recht auf Achtung des Eigentums, das durch Artikel 1 des ersten Zusatzprotokolls zur Europäischen Menschenrechtskonvention gewährleistet wird, beeinträchtigen.

Gemäß dieser Bestimmung beeinträchtigt das Recht auf Achtung des Eigentums ' jedoch in keiner Weise das Recht des Staates, diejenigen Gesetze anzuwenden, die er für die Regelung der Benutzung des Eigentums im Einklang mit dem Allgemeininteresse oder zur Sicherung der Zahlung der Steuern oder sonstigen Abgaben oder von Geldstrafen für erforderlich hält '.

Eine Geldbuße, die auf das Zehnfache der hinterzogenen Abgaben festgesetzt wird, könnte in gewissen Fällen eine derartige Beeinträchtigung der Finanzlage der Person, der sie auferlegt wird, darstellen, dass sie eine unverhältnismäßige Maßnahme gegenüber ihrem rechtmäßigen Ziel und ein Verstoß gegen das Recht auf Eigentum, das durch Artikel 1 des ersten Zusatzprotokolls zur Europäischen Menschenrechtskonvention garantiert wird, wäre (EuGHMR, 11. Januar 2007, *Mamidakis* gegen Griechenland).

Eine Bestimmung, die es dem Richter nicht ermöglicht, einen Verstoß gegen diese Bestimmung zu vermeiden, missachtet das Recht auf ein faires Verfahren, das durch in Artikel 6 Absatz 1 der Europäischen Menschenrechtskonvention garantiert wird».

B.8.1. Der Grundsatz der Verhältnismäßigkeit der Strafen ist unserem Rechtssystem nicht fremd, das es in der Regel dem Richter ermöglicht, die Strafe zwischen einem Minimum und einem Maximum festzulegen, mildernde Umstände zu berücksichtigen und den Aufschub sowie die Aussetzung der Verkündung der Verurteilung anzuordnen, so dass der Richter die Strafe in einem gewissen Maße individuell bestimmen kann, indem er sie so auferlegt, dass sie nach seiner Einschätzung im Verhältnis zu den gesamten Elementen der Rechtssache steht.

In Bezug auf die Geldbußen sieht der Gesetzgeber insbesondere vor, dass der Richter bei der Festsetzung der Geldbuße die Lage des Angeklagten berücksichtigt (Artikel 163 Absätze 3 und 4 und Artikel 195 Absätze 2 und 3 des Strafprozessgesetzbuches).

B.8.2. Diese Berücksichtigung der Verhältnismäßigkeit der Strafe ist jedoch für gewisse Straftaten im Sonderstrafrecht sowie im Zoll- und Akzisenbereich ausgeschlossen, wo der Richter Strafen auferlegen muss, die dem Zehnfachen der hinterzogenen Abgaben entsprechen und im Wiederholungsfall verdoppelt werden. Die Geldbußen können nicht nur erheblich höher sein als im allgemeinen Strafrecht, sondern es besteht auch keine Möglichkeit, sie herabzusetzen, vorbehaltlich der Darlegungen in B.7.1 bis B.7.4 des vorerwähnten Urteils Nr. 165/2006.

B.8.3. Es obliegt zwar dem Gesetzgeber zu beurteilen, ob es wünschenswert ist, den Richter zur Strenge zu zwingen, wenn eine Straftat dem Gemeinwohl besonders stark schadet, doch es muss geprüft werden, ob seine Entscheidung nicht offensichtlich unvernünftig ist, insbesondere wenn es sich um eine Straftat handelt, die Gegenstand einer Gemeinschaftsregelung und einer europäischen Rechtsprechung ist.

B.9.1. Das Gesetz vom 10. Juni 1997 ist in Ausführung von Bestimmungen des Gemeinschaftsrechts angenommen worden.

B.9.2. Artikel 10 des Vertrags zur Gründung der Europäischen Gemeinschaft (weiter unten: EG-Vertrag) bestimmt, dass die Mitgliedstaaten alle geeigneten Maßnahmen allgemeiner oder besonderer Art zur Erfüllung der Verpflichtungen, die sich aus diesem Vertrag oder aus Handlungen der Organe der Europäischen Gemeinschaft ergeben, treffen.

Enthält eine gemeinschaftsrechtliche Regelung keine besondere Vorschrift, die für den Fall eines Verstoßes gegen die Regelung eine Sanktion vorsieht, oder verweist sie insoweit auf die nationalen Rechts- und Verwaltungsvorschriften, so sind die Mitgliedstaaten nach dieser Bestimmung verpflichtet, alle geeigneten Maßnahmen zu treffen, um die Geltung und die Wirksamkeit des Gemeinschaftsrechts zu gewährleisten. Dabei müssen die Mitgliedstaaten, denen allerdings die Wahl der Sanktionen verbleibt, darauf achten, dass Verstöße gegen das Gemeinschaftsrecht nach ähnlichen sachlichen und verfahrensrechtlichen Regeln geahndet werden wie nach Art und Schwere gleichartige Verstöße gegen nationales Recht, wobei die Sanktion jedenfalls wirksam, verhältnismäßig und abschreckend sein muss (siehe u.a. EuGH, 21. September 1989, 68/88, *Kommission gegen Griechenland*; EuGH, 10. Juli 1990, C-326/88, *Hansen*; EuGH, 27. Februar 1997, C-177/95, *Ebony Maritime*).

Die Mitgliedstaaten sind also verpflichtet, diese Befugnis unter Beachtung des Gemeinschaftsrechts und seiner allgemeinen Grundsätze und somit unter Wahrung des Verhältnismäßigkeitsgrundsatzes auszuüben, der insbesondere in Artikel 49 Absatz 3 der am 7. Dezember 2000 in Nizza proklamierten Charta der Grundrechte der Europäischen Union erwähnt ist und wonach «das Strafmaß [...] gegenüber der Straftat nicht unverhältnismäßig sein [darf]». Diese Charta ist zwar an sich nicht rechtlich bindend, doch sie ist Ausdruck des Prinzips des Rechtsstaats, auf dem die Union aufgrund von Artikel 6 des Vertrags über die Europäische Union fußt, und sie stellt eine Veranschaulichung der Grundrechte dar, die die Union beachten muss, die durch die Europäische Menschenrechtskonvention gewährleistet werden und die sich aus der gemeinsamen Verfassungstradition der Mitgliedstaaten als allgemeine Grundsätze des Gemeinschaftsrechts ergeben. Folglich darf bei der Ahndung von Verstößen gegen Bestimmungen des Gemeinschaftsrechts das Strafmaß nicht in einem Missverhältnis zur strafbaren Handlung stehen (EuGH, 3. Mai 2007, C-303/05, *Advocaten voor de wereld*, § § 45 und 46).

Die administrativen und strafrechtlichen Maßnahmen dürfen nicht über den Rahmen des zur Erreichung der verfolgten Ziele unbedingt Erforderlichen hinausgehen; darf an die Kontrollmodalitäten darf keine Sanktion geknüpft sein, die so außer Verhältnis zur Schwere der Tat steht, dass sie sich als eine Behinderung der im EG-Vertrag verankerten Freiheiten erweist (EuGH, 16. Dezember 1992, C-210/91, *Kommission gegen Griechenland*, § 20).

B.9.3. Die hohen Geldbußen, die der Richter in Anwendung der fraglichen Gesetzgebung auferlegen muss, können das Recht auf Achtung des Eigentums, das durch Artikel 1 des ersten Zusatzprotokolls zur Europäischen Menschenrechtskonvention gewährleistet wird, beeinträchtigen.

Gemäß dieser Bestimmung beeinträchtigt das Recht auf Achtung des Eigentums «jedoch in keiner Weise das Recht des Staates, diejenigen Gesetze anzuwenden, die er für die Regelung der Benutzung des Eigentums im Einklang mit dem Allgemeininteresse oder zur Sicherung der Zahlung der Steuern oder sonstigen Abgaben oder von Geldstrafen für erforderlich hält».

Eine Geldbuße, die auf das Zehnfache der hinterzogenen Abgaben festgesetzt wird, könnte in gewissen Fällen eine derartige Beeinträchtigung der Finanzlage der Person, der sie auferlegt wird, darstellen, dass sie eine unverhältnismäßige Maßnahme gegenüber ihrem rechtmäßigen Ziel und ein Verstoß gegen das Recht auf Eigentum, das durch Artikel 1 des ersten Zusatzprotokolls zur Europäischen Menschenrechtskonvention garantiert wird, wäre (EuGHMR, 11. Januar 2007, *Mamidakis gegen Griechenland*).

Eine Bestimmung, die es dem Richter nicht ermöglicht, einen Verstoß gegen diese Bestimmung zu vermeiden, missachtet das Recht auf ein faires Verfahren, das durch in Artikel 6 Absatz 1 der Europäischen Menschenrechtskonvention garantiert wird.

B.9.4. Selbst wenn der Gesetzgeber eine Höchststrafe in Höhe des Zehnfachen der hinterzogenen Abgaben vorsehen konnte, wird die Maßnahme durch das Fehlen einer Wahlmöglichkeit zwischen einer Höchststrafe und einer Mindeststrafe unvereinbar mit den Artikeln 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 6 Absatz 1 der Europäischen Menschenrechtskonvention.

B.10. Der von Amts wegen vorgebrachte Klagegrund ist demzufolge begründet.

B.11. Zur Berücksichtigung der haushalts- und verwaltungsmäßigen Schwierigkeiten und der gerichtlichen Streitsachen, die sich aus dem Nichtigerklärungsurteil ergeben könnten, sowie der Tatsache, dass die vorliegende Klage in Anwendung von Artikel 4 Absatz 2 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 erhoben worden ist, sind - vom Kläger abgesehen - die am Datum der Veröffentlichung dieses Urteils im *Belgischen Staatsblatt* endgültigen Folgen der für nichtig erklärten Bestimmung aufrechtzuerhalten, so dass die Nichtigerklärung allen in der Schwebe befindlichen Sachen zugute kommt.

Aus diesen Gründen:

Der Hof

- erklärt Artikel 39 Absatz 1 des Gesetzes vom 10. Juni 1997 «über die allgemeine Regelung, den Besitz, den Verkehr und die Kontrollen der Akzisenprodukte» insofern, als er es dem Strafrichter nicht ermöglicht, die darin vorgesehene Geldbuße zu mäßigen, wenn mildernde Umstände vorliegen, und er die in B.9.3 dargelegten unverhältnismäßigen Folgen haben kann, indem er keine Mindest- und Höchstgeldbuße vorsieht, für nichtig;

- erhält - vom Kläger abgesehen - die am Datum der Veröffentlichung dieses Urteils im *Belgischen Staatsblatt* endgültigen Folgen der für nichtig erklärten Bestimmung aufrecht.

Verkündet in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989, in der öffentlichen Sitzung vom 30. Oktober 2008.

Der Kanzler,
P.-Y. Dutilleux.

Der stellv. Vorsitzende,
P. Martens.